



Pour le déblocage du point d'indice, l'augmentation des salaires et des retraites. Contre toute forme de rémunération au mérite et pour l'abandon de la RIFSEEP

LE 25 JUIN, ENSEMBLE, SECOUONS LE GOUVERNEMENT ET LE MEDEF!

Les rémunérations de la Fonction publique ont perdu 5% par rapport à l'inflation depuis juillet 2010. Jamais le point d'indice et les traitements dans la Fonction publique n'ont été bloqués sur une telle durée.

Pendant que les médias de la « cour libérale » essaient de faire pleurer dans les chaumières sur les « charges et risques » patronaux, ce sont les charges des salariés du public comme du privé, actifs, retraités, chômeurs qui croissent avec des augmentations tous azimuts : logement, énergie, transports, éducation des enfants, prix des produits de consommation courante. Ce sont des salariés qui voient leur espérance de vie se réduire sous l'impact de la dégradation de leurs conditions de vie et de travail.

Cette situation n'a que trop duré. L'intérêt du plus grand nombre doit primer sur les privilèges donnés en permanence aux plus riches, prétendument pour l'emploi. L'emploi ? Les grands patrons du CAC 40 n'en ont que faire. Pour eux, l'emploi n'est que la variable d'ajustement de leurs profits financiers.

Quant aux PME, artisans, et auto-entrepreneurs qui se croient trop souvent être défendus par le patronnat, ils se trompent grandement, soumis qu'ils sont aux pressions des banques et aux exigences croissantes de productivité et d'écrasement des coûts de leurs donneurs d'ordre. C'est cela qui les étrangle et sûrement pas le coût du travail salarié et leurs droits que ce gouvernement s'évertue à réduire en permanence sous la férule du ministre Macron. Et on se doit d'ajouter que le sort des artisans et indépendants est étroitement lié au sort des salariés car des moyens financiers de ces derniers dépend essentiellement leur carnet de commande de travail.

L'urgence n'est donc pas de continuer à gaver les actionnaires et le Medef. Elle n'est pas non plus, en accompagnement de ces orientations, de jouer la carte de la mise en concurrence entre salariés du public et du privé. Elle l'est encore moins de remettre en cause le statut des fonctionnaires par l'individualisation de leurs rémunérations au travers d'un pseudo-mérite, caractérisé dans la période par la volonté d'imposer le Régime Indemnitaire lié aux Fonctions, aux Sujétions, à l'Expertise et à l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) dans la fonction publique.

Montreuil 12/06/ 2015

**Syndicat national
CGT Finances Publiques**

• Case 450 ou 451

• 263 rue de Paris

93514 Montreuil Cedex

• www.financespubliques.cgt.fr

• Courriels : cgt@dgfip.finances.gouv.fr

dgfip@cgt.fr

• Tél : 01.55.82.80.80

• Fax : 01.48.70.71.63

L'urgence, c'est de donner à l'immense majorité des citoyens de ce pays que sont les salariés les moyens de vivre décemment et de travailler dans de bonnes conditions. Elle est de donner aux agents de la Fonction publique, et donc à ceux de la DGFIP, les moyens d'accomplir pleinement leurs missions au service de la collectivité. Elle est de reconnaître dans leur salaire leur travail et leurs qualifications.

C'est cela qui relancera l'économie et l'emploi. L'inverse, fait de cadeaux au patronat et d'austérité sans cesse renforcée pour les salariés, c'est ce qui est mis en œuvre depuis des décennies et ça ne marche pas !

En fait, si. Ça marche... pour une seule petite catégorie qui « fait son beurre » contre l'intérêt général : les milliardaires, les actionnaires, les affairistes. C'est cette petite minorité et les gouvernements libéraux qui les servent qui ont tout à perdre à un changement de cap. Cela explique d'ailleurs la bataille acharnée qu'ils mènent contre le peuple grec qui rejette ces politiques d'austérité.

Nous avons été nombreux à participer à la journée de grève et de manifestation interprofessionnelle du 9 avril. C'est la voie dans laquelle la CGT Finances Publiques entend poursuivre avec vous. Celle de la lutte résolue pour développer le rapport de force contre toutes les politiques qui voudront mettre à mal nos missions, nos statuts particuliers, nos rémunérations et nos droits et garanties.

L'heure est donc à la construction persévérante et déterminée des luttes sociales de grande ampleur pour contraindre gouvernement et patronat à la négociation sur nos revendications. Rien de ce qui contribue à cette construction et à l'intervention des salariés ne doit être négligé.

C'est pourquoi la CGT Finances publiques

appelle les agents de la DGFIP à participer

aux rassemblements et

manifestations interprofessionnelles locales

qui seront organisés dans le cadre de la journée d'action

proposée par la CGT,

LE 25 JUIN PROCHAIN,

ancrée tout particulièrement sur les revendications salariales.

